

Politique | Conseil d'Etat LGV GPSO: 1ères réactions politiques... de soulagement



Ce mercredi 11 avril, suivant les conclusions de son rapporteur, dévoilées le 21 mars dernier, le Conseil d'Etat a rejeté les recours en annulation de la Déclaration d'Utilité Publique des projets LGV nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, tant sur la forme que sur le fond. Le juge administratif considère en effet que "la procédure suivie a été régulière" et "écarter les critiques fondées sur l'insuffisance de l'évaluation économique et sociale du projet ainsi que sur celle de l'étude d'impact". Selon lui, "l'enquête publique s'est déroulée dans des conditions régulières." Sur le fond, le juge "écarter les critiques mettant en cause l'utilité publique du projet et reconnaît l'intérêt public que présente ce projet pour l'aménagement du territoire". Une décision qui fait réagir.

C'est **Alain Juppé, Maire de Bordeaux et Président de la Métropole bordelaise**, qui a le premier réagi à la nouvelle du rejet du Conseil d'Etat du recours qui lui avait été présenté par de nombreuses communes, plusieurs associations ainsi que des riverains du projet.

Dans un communiqué envoyé aux rédactions en début d'après-midi, le maire de Bordeaux « se félicite de la décision du Conseil d'Etat rejetant les recours en annulation de la déclaration d'utilité publique des lignes nouvelles à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. La Haute juridiction a ainsi reconnu non seulement la régularité de la procédure, mais également la validité de l'évaluation socio-économique du projet et son importance pour le développement du grand Sud-Ouest. Rappelant que la Ligne Océane, qui relie désormais Bordeaux à Paris en 2 heures, « est un succès qui ne se dément pas et souligne qu'elle a également « entraîné une forte augmentation de la fréquentation, tant pour les destinations intermédiaires et au sud de Bordeaux que pour les TER ».(...) « Elle conforte ainsi l'attractivité de Bordeaux, mais également celle de l'ensemble du territoire régional. La liaison à grande vitesse vers Toulouse et Dax, et, à terme, vers la frontière espagnole, permettra de renforcer cette dynamique. Les habitants l'ont bien compris, puisque, selon le sondage effectué par le quotidien Sud-Ouest, ils sont 80% à être favorables à ces lignes. », rappelle l'élus, fortement impliqué dans la défense de ce projet.

Pour autant, Alain Juppé, en appelle aussi à la prudence : « Si la décision du conseil d'Etat constitue une étape importante, elle n'est encore acquise. La loi de programmation des mobilités, qui doit être votée à la fin de ce semestre, fixera le calendrier de réalisation de ces infrastructures. Les métropoles de Bordeaux et Toulouse, ainsi que les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ont émis des propositions pour le financement du Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO). Il appartient aujourd'hui à l'Etat de mener la concertation avec les collectivités afin de permettre la réalisation la plus rapide possible de ces liaisons ferroviaires », conclut-il.

"Plus rien ne s'oppose aujourd'hui à la réalisation de la LGV Bordeaux-Mont-de-Marsan-Dax"

Une responsabilité « historique » de l'Etat qu'ont également mis en avant les grands élus landais socialistes favorables au projet GPSO en tête desquels **Xavier Fortinon, le Président du Conseil départemental des Landes. A ses côtés, Elisabeth Bonjean, maire de Dax, présidente du Grand Dax, Renaud Lagrave, vice-président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Boris Vallaud, député des Landes, Monique Lubin, sénatrice des Landes** ainsi que **Eric Kerrouche, sénateur des Landes**. A cette liste, aussi, se joint aussi **Alain Vidalies, ancien Ministre des Transports**, signataire en juin 2016 de la DUP contre laquelle avait été formulé le recours.

Pour ces élus, qui non seulement rappellent que le Conseil d'Etat reconnaît l'intérêt public que présente ce projet, mais aussi soulignent la position de ce dernier quant à estimer « que l'aménagement des lignes ferroviaires existantes entre Bordeaux et Dax mais aussi entre Bordeaux et Toulouse ne présente pas des avantages comparables aux lignes projetées », la décision de ce mercredi est « une très bonne nouvelle pour la Nouvelle-Aquitaine et les Landes ».

Et l'enthousiasme est en effet de rigueur : « Plus rien ne s'oppose aujourd'hui à la réalisation de la LGV Bordeaux-Mont-de-Marsan-Dax, en direction de Bayonne et de l'Espagne. Les engagements de l'État doivent à présent être respectés. Le gouvernement est devant une responsabilité historique pour notre territoire. La LGV Sud Europe Atlantique doit être réalisée. Plébiscitée par les habitants de notre région, elle est capitale pour l'avenir des Landes. », insistent-ils avant de poursuivre : « les habitants au sud de Bordeaux ne peuvent en effet rester à l'écart des grandes voies de communication entre le nord de l'Europe et Madrid. Le développement économique et touristique passe par l'aménagement d'une nouvelle infrastructure à grande vitesse. Au quotidien, une ligne nouvelle est indispensable, non seulement pour être mieux relié à la capitale, mais aussi pour mettre en place des réseaux TER performants, offrant une haute qualité de services en termes de temps de parcours, de fréquence et de respect des horaires. »

A l'intention des détracteurs du projet : ils avertissent « Ceux qui veulent opposer la LGV et les trains du quotidien se trompent et trompent les usagers. Seul un système à deux lignes, une ligne classique et une ligne à grande vitesse, offrira la capacité nécessaire pour répondre aux besoins croissants de déplacement des voyageurs. »

Rappelant enfin l'enjeu environnemental d'une nouvelle ligne « pour libérer des sillons et développer le fret ferroviaire afin de remettre sur les rails les 10 000 poids lourds qui franchissent chaque jour la frontière à Biriadou », les sept élus landais, demandent « au gouvernement d'inscrire prioritairement cette LGV dans la prochaine loi d'orientation des mobilités, en maintenant sa réalisation en 2027. »

"Il appartient au Gouvernement de prendre en compte ces conclusions"

Le même ton de satisfaction était affiché ce mercredi soir du côté de **la Région Nouvelle-Aquitaine et de son Président Alain Rousset** qui dans des termes similaires à ceux des élus landais se félicite que « Plus rien ne s'oppose aujourd'hui à la réalisation des lignes nouvelles Bordeaux-Dax et Bordeaux-Toulouse. La plus haute des juridictions reconnaît non seulement l'entière régularité de la procédure engagée, mais également toute son importance pour le développement du Sud-Ouest », insistant lui aussi sur la reconnaissance par le Conseil d'Etat de « toute la pertinence de la complémentarité entre ligne classique et ligne à grande vitesse pour répondre à l'ensemble des besoins croissants de déplacements des voyageurs et des marchandises dans une des régions les plus dynamiques de France. »

Même message également à l'égard du Gouvernement : « Alors que les collectivités du Sud-Ouest ont fait la démonstration que le financement de GPSO est possible grâce à des mécanismes fiscaux innovants, il appartient donc dorénavant au Gouvernement de prendre en compte ces conclusions dans le cadre de la Loi de programmation des mobilités, qui doit déterminer le calendrier permettant dès à présent la réalisation de ces infrastructures. »



Solène M

*Crédit Photo : Alain Mautau
Publié sur aqui.fr le 11/04/2016
[Url de cet article](#)*